



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 26 mai 2021 — N° 193

Neuf heures quarante

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Beauce-Sud sur le sujet suivant : *La Journée nationale des préposés d'aide à domicile (Coopérative de services à domicile de Beauce-Sartigan).*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Francine Caccia.*
- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *La Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Souligner le 145^e anniversaire du Parc du Mont-Royal.*
- La députée d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Rose-Aimée Vallée.*
- Le député d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *Remerciements aux citoyen.nes.s engagé.e.s sur le dossier du REM de l'Est.*
- Le député de Lac-Saint-Jean sur le sujet suivant : *M. Guillaume Côté, Chevalier de l'Ordre national du Québec.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Souligner l'implication de M. Mario Rodrigue au sein de l'organisme Les Alcyons.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Mme Caroline Paradis, Défi Caro à vélo.*
- Le député de Mégantic sur le sujet suivant : *Saluer l'alliance des municipalités riveraines pour la protection du lac Mégantic.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 61
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**
- 3) Projet de loi n° 81
Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **12 mai 2021**
- 4) Projet de loi n° 86
Loi concernant la dévolution de la couronne
Présenté par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne le **11 mars 2021**

- 5) Projet de loi n° 93
Loi visant à reconnaître le Collège militaire Royal de Saint-Jean comme établissement d'enseignement de niveau universitaire
Présenté par la ministre de l'Enseignement supérieur le 5 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **25 mai 2021**
- 6) Projet de loi n° 95
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le **5 mai 2021**
- 7) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le **13 mai 2021**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 9) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 10) Projet de loi n° 49**
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 13 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 27 avril 2021
Principe adopté le **25 mai 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 11) Projet de loi n° 59**
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 27 octobre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 février 2021
Principe adopté le **16 février 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12) Projet de loi n° 64**
Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020
Principe adopté le **20 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 13) Projet de loi n° 78**
Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 8 décembre 2020
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 9 mars 2021
Principe adopté le **14 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 14) Projet de loi n° 79**
Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le 9 décembre 2020
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 13 avril 2021
Principe adopté le **14 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 15) Projet de loi n° 83**
Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 10 décembre 2020
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 22 avril 2021
Principe adopté le **11 mai 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 16) Projet de loi n° 88**
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le 11 mars 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 20 avril 2021
Principe adopté le **21 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 17) Projet de loi n° 90**
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions
Présenté par ministre des Finances le 4 mai 2021
Principe adopté le **25 mai 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 18)** Projet de loi n° 82
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020
Présenté par le ministre des Finances le 11 décembre 2020
Principe adopté le 17 février 2021
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **25 mai 2021**
(Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

- 19)** Projet de loi n° 74
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 2 décembre 2020
Principe adopté le 2 février 2021
Rapport la Commission des finances publiques adopté le **25 mai 2021**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 20)** Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 21)** Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 22)** Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

- 23) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

- 31) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 33) Projet de loi n° 397**
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 398**
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 35) Projet de loi n° 399**
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 490**
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 491**
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 38) Projet de loi n° 492**
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**

- 39) Projet de loi n° 493**
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 40) Projet de loi n° 495**
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 496**
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 497**
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 590**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 591**
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 45) Projet de loi n° 594**
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 46) Projet de loi n° 595**
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**

- 47) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 48) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 49) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 52) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 54) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

- 55) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 56) Projet de loi n° 696
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **10 février 2021**
- 57) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 58) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés aux restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 59) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 60) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 61) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 62) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**

- 63)** Projet de loi n° 798
Loi conférant au salarié un droit à une « pause-vaccin » pour se faire vacciner contre la COVID-19
Présenté par le député de Gouin le **6 mai 2021**

Étude détaillée en commission

- 64)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 65)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 66)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 67)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 68)** Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 69)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 70)** Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

- IV. Motions du gouvernement**
- V. Crédits budgétaires**
- VI. Débats statutaires**

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

71) 25 mai 2021

Motion du député des Îles-de-la-Madeleine

QUE l'Assemblée nationale constate que selon les données de la Santé publique, la situation épidémiologique liée à la pandémie de COVID-19 est stable ou s'améliore de jour en jour, et la campagne de vaccination se déroule rondement;

QU'elle tienne compte du fait que la semaine dernière, le gouvernement a fait l'annonce du plan de déconfinement graduel;

QUE l'Assemblée nationale réitère que le concept d'état d'urgence est une exception au principe de démocratie qui se justifie uniquement lorsqu'une situation représente une menace grave à la santé de la population, réelle ou appréhendée;

QUE l'Assemblée nationale rappelle l'importance de fixer des paramètres clairs qui guideront le retour à une démocratie normale;

Ainsi, que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de s'engager à lever l'urgence sanitaire lorsque, entre autres, ses objectifs de vaccination seront atteints et que le nombre d'hospitalisations découlant de la COVID-19 sera sous contrôle, tout en incluant les partis d'opposition dans le processus.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable ».
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance ».
- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 49**, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives (mandat confié le 25 mai 2021).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominigüe (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

Projet de loi n° 81, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal (mandat confié le 25 mai 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (mandat confié le 16 février 2021).
- **Projet de loi n° 78**, Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises (mandat confié le 14 avril 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 95**, Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 12 mai 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 90**, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions (mandat confié le 25 mai 2021).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 86**, Loi concernant la dévolution de la couronne (mandat confié le 4 mai 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 79**, Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement (mandat confié le 14 avril 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 13 avril 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire (mandat confié le 11 mai 2021).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- du député de D'Arcy-McGee au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux sur le sujet suivant : *L'augmentation des besoins en santé mentale, notamment en raison de la détresse causée par la pandémie, et les actions à prendre pour remédier aux délais d'attente* (avis donné le 13 mai 2021).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 21 avril 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE
FIN DE VIE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux liés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

227) M. LeBel (Rimouski) – **13 avril 2021**
Au gouvernement

L'évaluation de la conduite automobile, en principe, est demandée si vous observez des changements dans votre condition physique ou mentale. Une réduction de nos facultés suite à une maladie doit être évaluée par un ergothérapeute. C'est tout à fait normal, mais l'âge ne doit pas être un critère discriminatoire. On constate un grand nombre de personnes âgées qui doivent passer un examen de conduite de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et il arrive très souvent que la SAAQ leur demande des rapports avec un ergothérapeute suite à un échec routier. Les frais chez un ergothérapeute actuellement, soit 650 \$, et les délais pour obtenir un rendez-vous, soit un an d'attente, sont inacceptables.

Dans le passé, ce service gratuit était offert par le Centre Intégré de santé et des services sociaux de la région. Depuis quelques années ce service est offert au privé seulement et on constate une augmentation des coûts qui sont devenus difficiles à assumer pour les personnes âgées. En plus du stress qu'elles doivent vivre pour cette évaluation, s'ajoute aussi l'angoisse liée à l'aspect financier.

Dans une société démocratique comme la nôtre qui a des valeurs sociales importantes, comment peut-on en être arrivé là en éliminant complètement ce service public qui était nécessaire pour une grande partie de la population?

À mon avis, il y a situation d'âgisme, une discrimination lorsqu'il s'agit d'une personne âgée versus un jeune. Un jeune peut reprendre son examen à la SAAQ sans avoir à aller chez un ergothérapeute.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le gouvernement va reconsidérer cette règle afin d'offrir à la population, y compris les aînés, un service d'ergothérapie au public?

229) Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) – **20 avril 2021**

À la ministre de l'Enseignement supérieur

En date du 7 octobre dernier, l'ordre des chimistes du Québec vous a transmis une lettre faisant état de leurs grandes préoccupations face à trois enjeux, ainsi que la solution qu'il propose, soit la mise à jour de la Loi sur les chimistes professionnels.

Premièrement, l'OCQ exprime une vive inquiétude quant à la désuétude de la Loi sur les chimistes professionnels adoptée en 1964, une loi qui nuit à la capacité à lutter adéquatement contre l'exercice illégal de la chimie et à protéger le public.

Deuxièmement, l'absence d'encadrement adéquat de la profession de microbiologiste engendre un risque important et bien documenté pour la population. L'OCQ s'inquiète par ailleurs d'une hausse possible de la désinformation en lien avec la situation sanitaire actuelle.

Finalement, l'OCQ déplore que les dispositions de la loi actuelle nuisent à l'intégration à l'ordre et au marché de l'emploi des chimistes formés à l'étranger en faisant fi de toute expérience en chimie qu'un candidat qualifié et compétent ait acquise durant son parcours professionnel.

L'ordre des chimistes du Québec propose de remédier à ces trois problématiques en mettant à jour la loi et ainsi en mettant à jour la définition de la chimie, en assurant l'intégration des microbiologistes à un ordre conjoint avec les chimistes, et en facilitant l'intégration des chimistes formés à l'étranger.

La ministre peut-elle nous informer quant à ses orientations concernant la mise à jour de la Loi sur les chimistes professionnels et quel est son échéancier?

La ministre peut-elle nous indiquer si un nouveau projet de loi sera présenté au cours de la présente législature?

231) M. LeBel (Rimouski) – 22 avril 2021
Au gouvernement

Considérant le taux d'inoccupation historiquement bas dans la RMR Rimouski (0.9 % selon les dernières statistiques de la SCHL) et considérant la réalité de marché constatée par le biais des négociations opérées avec la majorité des propriétaires privés participants au programme PSL (Programme de supplément au loyer), il est envisageable que différentes situations problématiques voient le jour au cours des prochains mois en lien avec la non-disponibilité de logements locatifs abordables, spécifiquement dans le secteur urbanisé de la Ville de Rimouski. Nous allons droit vers une crise du 1^{er} juillet.

Aussi, dans le contexte actuel, il est prévisible et probable que des problématiques de logements pourraient survenir avec des ménages qui ne pourront se qualifier comme requérant admissible auprès de l'OHRN. L'OHRN n'aurait alors que peu de ressources pour participer à la résolution de ces problématiques, si ce n'est qu'une aide temporaire de dernier recours (en lien avec une situation d'itinérance, par exemple).

Depuis le 1^{er} juillet 2020, l'OHRN et ses partenaires ont constaté une augmentation importante de situations d'itinérance. Notamment, des citoyens ont vécu dans des tentes ou des habitations saisonnières, et certains ont aussi dû être accompagnés d'urgence à l'approche de l'hiver. Bien que l'OHRN ait pu offrir un support à plusieurs de ces requérants en difficulté, il a été constaté par les partenaires et l'OHRN que certains de ces citoyens en difficulté ne répondaient pas aux critères des programmes de logements sociaux disponibles.

Les options étant limitées dans ces situations, les partenaires offrant de l'hébergement temporaire ont souvent été dépassés par la demande, les logements transitoires sur le marché (1 et demi, studio) étant tous déjà occupés. Les organismes qui œuvrent en matière d'habitation, dans les MRC avoisinantes, ont confirmé vivre les mêmes difficultés (taux d'inoccupation de logements abordables extrêmement bas, pression sur le marché locatif et immobilier par la migration positive, absence sur le marché d'options pour les citoyens ayant besoin de grands logements).

De plus, cette rareté fait craindre une détérioration de la situation déjà précaire des ménages locataires à faibles et modestes revenus, alors que le loyer moyen continue d'empirer. Le loyer mensuel moyen des logements de 3 chambres a d'ailleurs augmenté de 5,7 % en un an, alors que l'IPC a augmenté de 0,8 %.

Les différents partenaires impliqués dans l'offre de logement social s'inquiètent que dans le contexte actuel, les ménages locataires forcés de déménager ne trouvent carrément pas à se reloger. Ce sont autant de gens qui auraient besoin d'un logement social maintenant et qui doivent attendre des mois, voire des années.

Il importe donc qu'une solution globale soit identifiée par les acteurs du milieu lorsqu'un citoyen n'ayant pas droit à un logement social, ou ayant droit, mais sur une liste d'attente depuis longtemps, se trouve sans solution. Divers partenaires, notamment les autorités de santé publique, de services sociaux, les municipalités et leurs partenaires assument au mieux leur responsabilité, mais la réalité c'est que Rimouski aurait besoin d'au moins 305 logements additionnels.

Ma question en trois volets :

Compte tenu de la situation au sujet de la crise du logement au Québec, où est rendue la construction des 15 000 logements promis par la CAQ?

Vu la hausse des prix du logement au Québec, est-ce qu'il y a des moyens qui seront mis en place pour éviter la spéculation sur l'augmentation inacceptable du prix d'un logis?

Est-ce que les villes et les partenaires du milieu auront une aide spéciale pour faire face au 1^{er} juillet et au manque de logement abordable appréhendé?

232) M. Gaudreault (Jonquière) – **28 avril 2021**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 26 novembre 2018, la circonscription de Jonquière a reçu une annonce gouvernementale sur un projet d'agrandissement et de réaménagement de l'urgence de l'Hôpital de Jonquière. Celle-ci précisait et donnait l'autorisation d'amorcer l'élaboration du programme fonctionnel et technique.

Nos questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux autorisera l'étape des plans et devis essentiels à la réalisation des travaux dans les prochaines semaines, considérant que les retards influenceront les échéanciers?

Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à concrétiser le projet de l'urgence de l'Hôpital de Jonquière, comme prévu dans les échéanciers initiaux, pour 2024?

233) M. LeBel (Rimouski) – **28 avril 2021**
Au ministre de l'Économie et de l'Innovation

Le 24 avril dernier, on apprenait qu'un conflit commercial entre le Canada et l'Australie allait pénaliser les petits producteurs de vin du Québec. Cette entente prévoit de nouveaux frais sur les bouteilles québécoises vendues dans les épicerie et dépanneurs. Ces frais pourraient avoisiner les 6 dollars par bouteille ce qui ajoutera un degré de difficulté pour la vente de ce genre de produit en épicerie. Cette nouvelle mesure représente une autre barrière pour les producteurs de vin et d'hydromel du Québec.

Ma question est la suivante :

Est-ce que le ministre de l'Économie pense permettre aux producteurs de vin et d'hydromel de faire de la vente en ligne et d'expédier leurs produits directement à leur client pour contrer les impacts négatifs de cette nouvelle disposition?

234) M. LeBel (Rimouski) – **5 mai 2021**
Au gouvernement

Tout récemment, l'ensemble des Auberges du cœur du Québec ont sollicité l'appui financier du gouvernement pour assurer la pérennité et le déploiement de leurs activités. Les Auberges soulignent avec raison que le financement à la mission des maisons d'hébergement jeunesse n'a pas été bonifié lors du dernier budget.

La situation des jeunes en difficulté et sans abri est préoccupante surtout dans un contexte de mesures sanitaires liées à la COVID-19 et de crise du logement. Les Auberges du cœur accueillent de nombreux jeunes à travers le Québec tout au long de l'année. Pour ce qui est de ma circonscription, Le Transit offre un soutien à près de 80 jeunes en difficulté ou sans abri chaque année. Ces jeunes, âgés entre 17 et 30 ans, vivent des difficultés ayant des incidences importantes sur leur intégration sociale, leur vie familiale, leurs habitudes de vie, leur insertion professionnelle ou leur parcours scolaire.

Malgré l'ajout de services et de programmes, plusieurs de ces jeunes ont cumulé un lot d'échecs, de maltraitance, de négligences voire de mauvaises décisions ou de malchances qui minent leur capacité à s'en sortir.

Les Auberges du cœur ont développé des approches novatrices pour soutenir ces jeunes dans leurs démarches afin d'améliorer leur autonomie et leur capacité d'agir. L'objectif est de créer des liens significatifs avec les jeunes et également de développer leur autonomie afin d'accomplir leur projet de vie.

Ma question:

Le gouvernement compte-t-il répondre positivement aux demandes des Auberges du cœur afin qu'elles puissent se concentrer sur leur mission qui consiste à soutenir les jeunes en difficultés dans leur cheminement de vie?

235) M. LeBel (Rimouski) – **11 mai 2021**

Au gouvernement

Dans les trois dernières années, le Québec a connu des sécheresses qui ont fait baisser dramatiquement les récoltes et les réserves de foin dans plusieurs régions administratives de notre territoire. Cette situation a un impact direct sur la vie des agricultrices et des agriculteurs du Québec. Force est de constater que les changements climatiques ont des effets directs sur la qualité de vie des citoyens du Québec et si rien n'est fait rapidement ces effets seront exponentiels.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que le gouvernement a commencé des analyses d'impacts des changements climatiques sur la production agricole du Québec? Si oui, sur combien d'années cette analyse est faite et comment le gouvernement compte agir?
- Est-ce que le gouvernement compte planifier un programme d'aide pour répondre plus rapidement que les dernières années aux agricultrices et agriculteurs qui sont directement victimes des aléas des changements climatiques sur leurs productions?

236) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **12 mai 2021**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

Lors des auditions publiques en août 2019 sur le projet de loi 29, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées, il aurait été mentionné qu'il n'y avait que cinq auxiliaires dentaires dans tous les laboratoires dentaires québécois. Par auxiliaires dentaires, on entend des employés, sans DEC en techniques de prothèses dentaires, qui travaillent dans un laboratoire dentaire. Or, contrairement à cette affirmation, il y aurait environ 1 000 auxiliaires dentaires qui travaillent présentement dans les laboratoires dentaires québécois, sous la supervision d'un membre de l'ordre, comme cela se fait dans d'autres domaines, comme la pharmacie.

L'Ordre des technologues en prothèses et appareils dentaires du Québec (OTPADQ) tente donc désormais de faire en sorte que les auxiliaires dentaires travaillant dans ces laboratoires dentaires deviennent membre de l'Ordre. Il semble cependant que cela ne soit souvent pas possible, ces auxiliaires ne rencontrant pas, dans de nombreux cas, les conditions d'admissibilité à l'ordre.

Cette nouvelle exigence risque donc de mener à une perte importante de main-d'œuvre dans les laboratoires dentaires du Québec, ce qui pourrait mettre en péril la desserte de la population québécoise en matière d'appareils et de prothèses dentaires.

Dans un contexte où la santé publique et le système de santé sont considérablement mis à l'épreuve, il apparaîtrait d'emblée néfaste qu'une incapacité des laboratoires dentaires à fournir des appareils et prothèses puisse compromettre la santé buccodentaire de la population québécoise.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre peut clarifier si les auxiliaires dentaires peuvent continuer à travailler dans le cadre actuel sans être dans l'obligation de devenir membres de l'OTPADQ?
- Comment la ministre prévoit-elle éviter un bris de services dans les laboratoires dentaires du Québec?

237) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **26 mai 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation

De manière générale, au Québec, les citoyens et les citoyennes disposent de trois ans pour intenter une poursuite contre une autre personne, une entreprise ou un gouvernement. La loi prévoit cependant quelques exceptions, dont le délai maximal de six mois pour poursuivre une ville.

Cette disposition de la *Loi sur les cités et villes*, qui remonte à plusieurs décennies, fait en sorte que des dossiers «crève-cœur» de citoyens et de citoyennes doivent être abandonnés, faute d’un délai de prescription plus long. C’est le cas, par exemple, d’une citoyenne d’Hudson qui négociait pourtant de bonne foi avec sa ville pour être dédommagée à la suite de l’inondation de sa maison due à un bris sur le barrage municipal. Le juge Pierre-C. Gagnon, qui s’est penché sur le cas de la citoyenne en question, avait par ailleurs alerté le gouvernement quant à la pertinence de maintenir le délai de six mois, qui protège les villes «nécessairement au détriment des citoyens», un privilège qui «est peut-être devenu désuet et injustifié», selon le juge Gagnon.

En l’absence de préjudice corporel, ces dispositions prévalent également dans le cadre des recours entrepris à l’encontre d’un service de police ou de l’un de ses préposés, notamment eu égard au profilage discriminatoire par des policiers. Évidemment, ces dispositions nuisent à la confiance que prêtent les citoyens et les citoyennes envers leurs institutions.

Voici ce qu’écrivait la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse dans son mémoire déposé au comité consultatif sur la réalité policière en novembre dernier : «[...] la Commission a régulièrement été confrontée à la difficulté que pose ce délai de prescription “exceptionnellement court”. C’est pourquoi elle estimait que le projet de loi n° 168 – présenté devant l’Assemblée nationale en 2017, mais mort au feuillet sans avoir été adopté – constituait une réelle reconnaissance de la primauté des droits protégés par la Charte et du rôle premier qu’elle doit jouer dans le système juridique québécois. Rappelons que les articles 36 et 37 de ce projet de loi auraient eu pour effet d’éliminer les exceptions qui réduisent le délai de prescription de trois ans généralement applicables à un recours visant la réparation du préjudice qui résulte d’une violation de droits ou de libertés protégés par la Charte. »

La présidente du Tribunal des droits de la personne l'avait d'ailleurs noté dans son rapport d'activités en 2017 : « compte tenu de leur importance, tout recours fondé sur les droits fondamentaux garantis par la Charte devrait effectivement bénéficier d'un délai prolongé, permettant ainsi de garantir aux justiciables un recours utile et effectif ».

La ministre est au courant de cet enjeu. Elle a également pris connaissance des différents jugements ainsi que des recommandations émises par les différentes instances.

Ma question est la suivante :

1. Est-ce que la ministre est ouverte à abolir le délai maximal de six mois prévu à la *Loi sur les cités et villes* pour poursuivre une municipalité?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 mai 2021
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études – *député de Bonaventure*
- b) 25 mai 2021
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission – *député de Robert-Baldwin*
- c) 25 mai 2021
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec – *députée d'Argenteuil*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant la Loi sur les normes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie de certains appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures – *ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles*
- bb) Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers – *député de Rosemont*